

Quels engagements pour le vélo ?

Sollicitation des candidats aux Municipales à Marseille

Le vélo est à la fois le moyen de déplacement le plus rapide en ville, bon pour la santé, pour les finances publiques, pour l'environnement et pour la qualité de vie. Il offre des alternatives positives et réalistes aux nombreux défis amenés par la densification des villes, la fin du tout-voiture et les impératifs environnementaux.

Sa place croissante en France et en Europe s'appuie sur des politiques publiques ambitieuses. Sa croissance timide à Marseille doit être accompagnée par l'engagement des élu·e·s. A l'orée des élections municipales de 2020, le Collectif Vélos en Ville et Vélo Sapiens souhaitent interroger les listes électorales sur leur projet pour le vélo à Marseille pendant leur potentiel mandat.

Les solutions pour permettre le développement du vélo comme moyen de transport sont connues. Le Collectif Vélos en Ville, qui oeuvre depuis plus de vingt ans en tant qu'association pour la promotion du vélo à Marseille aux côtés de Vélo Sapiens, du Rassemblement d'associations pour les modes de déplacements alternatifs dans la métropole (RAMDAM) et la Fédération nationale des Usagers de la Bicyclette (FUB) attire l'attention sur six points prioritaires, en rappelant que la croissance de l'usage du vélo n'est possible qu'en accompagnant la réduction de l'usage de la voiture individuelle en ville.

1. Assurer la réalisation d'un Plan Vélo ambitieux pour la métropole qui ne revoit pas à la baisse les objectifs nationaux
2. Accompagner le développement d'une culture vélo qui passe par une sensibilisation de tou·te·s au partage de l'espace public
3. Développer des infrastructures en favorisant systématiquement les moyens de transport les plus vertueux
4. Mener une réflexion cohérente sur les mobilités à l'échelle de la ville dans le respect de la justice sociale
5. Réduire activement la place de la voiture individuelle sur l'ensemble de la ville et pas uniquement dans le centre-ville
6. Instaurer une réelle concertation et participation des citoyen·ne·s pour prendre en compte leurs expériences d'usager·ère·s